

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, Allées Marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETEX France Building Performance**

Route de Lahontan  
64270 Carresse-Cassaber

Références : ED/UbD40-64B/D2025\_  
Code AIOT : 0005204604

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement ETEX France Building Performance implanté Route de Lahontan lieu-dit Bielle 64270 Carresse-Cassaber. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX France Building Performance
- Route de Lahontan lieu-dit Bielle 64270 Carresse-Cassaber
- Code AIOT : 0005204604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4604/2023/010 du 14 novembre 2023, une carrière à ciel ouvert de gypse sur le territoire de la commune de Carresse-Cassaber, sur une superficie de 979 097 m<sup>2</sup>, pour une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 14 novembre 2053.

La production maximale autorisée de la carrière est de 350 000 tonnes par an. Cette carrière dispose de deux unités de traitements des matériaux, l'unité de traitement primaire sur le site d'extraction, d'une puissance installée de 420 kW, alimentant par un convoyeur à bande les installations secondaires et tertiaires situées sur une plate-forme séparée par une route départementale.

Cet arrêté d'autorisation tient lieu également de : dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non-domestiques ou végétales non-cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L411-2 du code de l'environnement ; et d'autorisation de défrichement en application des articles L214-13, L341-3, L372-4, L374-1 et L375-4 du code forestier.

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques ICPE suivantes :

- A - rubrique 2510-1 ; exploitation de carrière
- A - rubrique 2720-2 ; Installation de stockage de déchets résultant de l'extraction de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières, stériles d'extraction non dangereux, non inertes
- E - rubrique 2515-1 ; Broyage, concassage, criblage, nettoyage de pierre, cailloux et autres produits minéraux naturels ou artificiels ; puissance installée 1 050 kW
- D - rubrique 2517 ; station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ; superficie de l'aire de transit < 10 000 m<sup>2</sup>
- DC - rubrique 2716-2 ; installation de transit de déchets non dangereux non inertes ; volume de stockage inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>
- DC - rubrique 4734-2 ; stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions, stockage aérien de 13 tonnes de GNR

Les déchets de l'extraction sont entreposés sur un ensemble de verses à stériles réparties autour du site, et en fond de la fouille d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Mon-

sieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
20	Dispositions applicables aux verses classées dans la catégorie A	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,4	Demande d'action corrective	12 mois
23	Récapitulatif des documents à transmettre – espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,7,2	Demande d'action corrective	2 mois
24	Déroptions espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,4	Demande d'action corrective	3 mois
25	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5	Demande d'action corrective	3 mois
28	Suivi des mesures	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,4	Demande d'action corrective	3 mois
29	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,2,1	Demande d'action corrective	2 mois
30	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,3,1	Demande d'action corrective	2 mois
32	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,4,1	Demande d'action corrective	2 mois
37	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,2,1	Sans objet
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,3,1	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,5,3	Sans objet
4	Comité de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,8,2	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,2,2	Sans objet
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,2,4	Sans objet
7	Déboisement et défrichement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,4,1	Sans objet
8	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,4,2	Sans objet
9	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2	Sans objet
10	Cotes et tonnage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,1	Sans objet
11	Gradins	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,3	Sans objet
12	Banquettes	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,4	Sans objet
13	Stabilité des fronts d'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,5	Sans objet
14	Stabilité des fronts entre les galeries GPF et Ducamp	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,7	Sans objet
15	Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,8	Sans objet
16	Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,8	Sans objet
17	Traversée de la RD29	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,7	Sans objet
18	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,2	Sans objet
19	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,3	Sans objet
21	Installations de transit de produits minéraux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,10	Sans objet
22	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,5,1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
26	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5	Sans objet
27	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5	Sans objet
31	Appareils à pression	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,3,2	Sans objet
33	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 5,1,1	Sans objet
34	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 5,2,3,4	Sans objet
35	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,5	Sans objet
36	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,8	Sans objet
38	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,10	Sans objet
39	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 7,2,3	Sans objet
40	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 7,3,3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est correctement exploitée.

Le suivi géotechnique par un bureau d'étude extérieur de l'ensemble des fronts, des cavités souterraines, des verses et des talus de la découverte doit permettre d'avoir une analyse globale de la stabilité de ces travaux.

Le suivi du récolement à l'arrêté préfectoral doit permettre d'assurer un suivi de l'ensemble des prescriptions réglementaires.

Toutefois suite à ce nouvel arrêté préfectoral d'autorisation de 2023, et notamment les prescriptions environnementales relatives aux mesures « Éviter, Réduire, Compenser » et à la dérogation pour les destructions d'espèces et d'habitats d'espèces protégées, il est demandé à l'exploitant d'intégrer ces nouvelles prescriptions avec toutes les transmissions demandées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,2,1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> 2510-1 A : Exploitation de carrière : Production maximale commercialisée : 350 000 t/an 2515-1 E Broyage, concassage, criblage _ Puissance installée de l'installation primaire : 420 kW Puissance installée des installations secondaires et tertiaires : 630 kW Puissance installée de l'ensemble des machines fixes : 1 050 kW 2517 D Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques Superficie de l'aire de transit : < 10 000 m <sup>2</sup>

<p>2716-2 DC Installation de transit, ..., en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes Volume de stockage maximum : 1 000 m<sup>3</sup></p> <p>2720-2 A Installation de stockage de déchets résultant de l'extraction de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières Stériles d'extraction non dangereux, non inertes</p> <p>4734-2 DC Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions Réservoirs aériens Quantité totale susceptible d'être présente : 13 t de GNR</p> <p>1435 NC Stations-service : installations, ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Volume annuel de carburant distribué : ≤ 450 m<sup>3</sup> de GNR par an</p> <p>2930 NC Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur Surface de l'atelier : 125 m<sup>2</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'année 2024, la quantité de matériaux extrait est de 725 kt, dont 250 kt pour la découverte et 212 kt de matériaux commercialisés.</p> <p>Cette production est inférieure à la production maximale autorisée.</p> <p>En 2024, pour enrichir le gisement, l'exploitant incorpore du gypse en provenance d'Espagne : 10,1 kt, soit une proportion de 4,7 %, et du désulfogypse de Lacq : 8,5 kt, soit une proportion de 4 %.</p> <p>L'approvisionnement en désulfogypse de Lacq semble se réduire, avec un arrêt prévu en 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,3,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis fin 2024 à la DREAL le plan de récolement à l'arrêté préfectoral. Ce document est tenu à jour avec un suivi du plan d'action.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,5,3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement des garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les garanties financières sont constituées jusqu'au 14 novembre 2028.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Comité de suivi de l'environnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 1,8,2</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Comité de suivi de l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé : de représentants de la commune de Carresse-Cassaber ; de représentants de l'exploitant ; de représentants des administrations publiques concernées ; de représentants d'associations de protection de l'environnement concernées ; des riverains au site, non représentés par une association. L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et des dispositions réglementaires du présent arrêté. Le comité de suivi définit ses conditions de travail et se réunit au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a organisé le comité de suivi le 22 octobre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,2,2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ; des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous informe que le bornage entre le portail d'accès au puits Schneider et le Saleys a été complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,2,4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la voie publique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.
<b>Constats :</b> L'accès à la voirie est adapté à la circulation des camions et le franchissement de route par les engins d'exploitation ne semble provoquer aucune détérioration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Déboisement et défrichement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,4,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déboisement et défrichement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de la législation en vigueur et des dispositions de l'article , le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Le défrichement est réalisé entre septembre et novembre, en dehors des périodes de forte sensibilité pour la faune. Préalablement à chaque campagne de défrichement, un écologue effectue un diagnostic des habitats potentiels pour les chiroptères et insectes saproxyliques, dont notamment le Grand capricorne. Des mesures de préservation de cette faune doivent être mises en place selon les besoins.
<b>Constats :</b> L'exploitant a entrepris une opération de défrichement programmée du début octobre à fin novembre. Cette opération a fait l'objet au préalable d'un diagnostic par un écologue avec une visite sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,4,2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Technique de décapage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Les terres végétales sont stockées sous la forme de merlons périphériques végétalisés d'une hauteur maximale de 2,5 m. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site. Les stériles de découverte sont majoritairement utilisés pour le remblaiement du fond de fouille, contre le parement ouest et nord de la fosse. Une partie peut être commercialisée.
<b>Constats :</b> Des opérations de décapage sont toujours en cours. Les conditions de stockage et de séparation des terres n'ont pas été vérifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Modalités d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après : une exploitation à ciel ouvert, en dent creuse ; hors d'eau avec un pompage d'exhaure, pour évacuer les eaux pluviales ; l'extraction des matériaux est réalisée par abattage à l'aide de tirs de mines verticaux ; les matériaux abattus sont chargés à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur sur pneus sur des tombereaux, pour les acheminer sur la plate-forme technique mitoyenne à l'est de la carrière ;



<p>si besoin un pré-traitement des blocs est réalisé à l'aide d'un brise-roche hydraulique ; l'exploitation sera réalisée en six phases quinquennales ; les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont en du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Les modalités d'extraction ne sont pas modifiées. Pour 2026, l'exploitant envisage de ne plus sous-traiter les travaux de découverte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Cotes et tonnage d'extraction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cotes et tonnage d'extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à –115 m NGF. Le tonnage maximum annuel produit est de 350 000 t. Le volume de terre de découverte est de 2 105 000 m<sup>3</sup>. Le volume total de gypse brut à extraire est de 8 360 000 m<sup>3</sup> dont 4 700 000 m<sup>3</sup> de stériles. La densité du gisement est de 2,3 t/m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b> La cote minimale d'extraction n'a pas été modifiée, elle reste actuellement fixée à – 85 m NGF. La production est inférieure au tonnage maximum.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Gradins

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gradins</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres. La pente maximale intégratrice du talus de la découverte ne dépassera pas 26°. La pente maximale intégratrice de la fosse (gypse et marnes gypsifères) ne dépassera pas 45°. La pente maximale intégratrice de la verse à stérile dans la fosse ne dépassera pas 28° tant qu'elle n'est pas noyée, puis 25° lors de la mise en eau.</p>
<p><b>Constats :</b> Les gradins disposent majoritairement d'une hauteur n'excédant pas 15 m. Ponctuellement, aux abords d'une ancienne galerie souterraine, afin de maintenir une épaisseur de toit suffisante pour la sécurité à la circulation des engins, cette hauteur peut temporairement dépasser les 15 m, avec toutefois un phasage des travaux permettant de corriger cette hauteur. La pente du talus de la découverte est vérifiée à l'avancement des travaux par le personnel d'exploitation (équerre adaptée servant d'inclinomètre).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Banquettes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Banquettes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En cours d'exploitation, des banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques.</p>

La banquette entre la découverte et la fosse aura une largeur minimale de 5 mètres. La largeur minimale des banquettes de la fosse sera de 8 mètres, en fonction des dispositions définies par une étude géotechnique présentée en .
<b>Constats :</b> Les banquettes utilisées pour la circulation des engins semblent suffisamment larges pour le gabarit des engins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Stabilité des fronts d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport annuel 2023-2024, du suivi des fronts d'extraction, de la stabilité des galeries et du stockage des matériaux de découverte et des stériles a été transmis à la DREAL. Ce rapport signale quelques points d'attention tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des instabilités localisées sous l'ancienne piste d'accès au fond de fosse</li> <li>• une évolution du fontis Schneider</li> <li>• une rétention d'eau au niveau de la piste principale sous le front ouest</li> <li>• une rétention d'eau au niveau de la découverte</li> <li>• la mise en œuvre d'une verse d'essai.</li> </ul> Ces points particuliers font l'objet de plans d'actions par l'exploitant et une nouvelle visite du bureau d'étude SAGE est programmée le 5 décembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Stabilité des fronts entre les galeries GPF et Ducamp

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts entre les galeries GPF et Ducamp
<b>Prescription contrôlée :</b> Un stot d'une épaisseur minimale de 15 mètres est maintenu entre les fronts et les galeries GPF et Ducamp. Dès qu'un front s'approche à 30 mètres d'un emplacement connu de ces galeries, l'exploitant réalise des études complémentaires afin de : localiser précisément la position de ces galeries par des techniques de mesures et d'investigations performantes ; rechercher la présence éventuelle de faille ; adapter, si nécessaire, la technique d'exploitation pour prévenir tout désordre à l'arrière du front de taille ; Avec l'appui d'un géotechnicien, il met en place un suivi des fronts de taille et du Saleys, permettant d'analyser les effets de l'avancement des travaux sur la stabilité et l'étanchéité du stot entre

ces galeries, les fronts de taille et le lit du Saleys. Cette surveillance fera l'objet d'un rapport annuel complétant le suivi de stabilité des fronts et des verses à stériles.
<b>Constats :</b> Pour l'instant les fronts d'exploitation sont situés à plus de 50 mètres des galeries GPF. L'exploitant nous rappelle qu'il prévoit la mise en place d'une surveillance dès que les fronts seront à moins de 50 mètres des galeries connues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant aménage ses installations de manière à remplir les conditions nécessaires, à court et à long terme, pour garantir leur stabilité et prévenir la pollution du sol, de l'air, des eaux souterraines ou des eaux de surface, pour assurer une collecte efficace des lixiviats et des eaux susceptibles d'être polluées dans les conditions prévues par l'autorisation. Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures aux aires de stockage de déchets d'extraction sur le site, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvial de fréquence décennale, est mis en place. Les eaux de ruissellement intérieures aux aires de stockage des déchets d'extraction passent avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés et implantés de façon appropriée pour permettre une décantation et un contrôle de leur qualité. L'abandon, le rejet et le dépôt non contrôlé des déchets d'extraction sont interdits. Les zones de stockage de déchets sont exploitées de façon à assurer leur stabilité et en particulier à éviter les glissements profonds, les écroulements de parois, l'érosion par la sape du pied, les ravinements et la dégradation des ruisseaux couverts. L'exploitant surveille la stabilité des terrils et remblais lors de la phase d'exploitation et, plus généralement, les mouvements que peuvent subir les déchets en recueillant régulièrement à minima les informations suivantes : la pression interstitielle ; le mouvement des déchets et remblais susceptibles d'intervenir ; le drainage sous le sommet et la géométrie des pentes et gradins. Les différents stockages des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation présents sur le site, doivent respecter les mesures suivantes : La verse D2 : arrêt des apports de matériaux de découvertes et de stériles d'exploitation ; pente intégratrice de l'ordre de 25° ; hauteur maximale de chaque front : 15 mètres ; végétalisation de la surface ; suivi topographique de la stabilité de la verse ; suivi de l'évolution des effets sur le ruisseau Arriou Dous-Puts. La verse D6 : arrêt des apports de matériaux de découvertes et de stériles d'exploitation ; pente intégratrice de l'ordre de 20° ; hauteur maximale de chaque front : 15 mètres ; collecte des eaux de ruissellement en amont de la verse et drainage vers le réseau de collecte au pied de la verse ; présence et suivi de 6 tranchées drainantes en pied de verse ; suivi piézométrique de l'assèchement de la verse ;

<p>suivi topographique de la stabilité de la verse ;  une bande de protection de 15 mètres doit être conservée entre les berges du Saleys et le pied de la verse ;  végétalisation de la surface.</p>
<p><b>Constats :</b>  La surveillance des verses est réalisée par SAGE,  Une verse d'essai est en phase de finalisation. Cette verse sera instrumentée et suivie topographiquement pour vérifier le comportement des matériaux en fonction de la masse et de la saturation en eau.  Des essais de laboratoire seront réalisés (poids volumique, teneur en eau, essais de cisaillement, chimie des matériaux).  Un suivi topographique permettra de contrôler l'évolution des déplacements (tassements, glissements, ...)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,5,2,8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La verse en fond de fouille :  le sommet de la verse ne dépassera pas la cote + 40 m NGF ;  les matériaux mis en place seront régulièrement compactés ;  la hauteur de chaque gradin ne dépasse pas 15 m ;  le profilage des talus et des banquettes doit permettre de collecter les eaux de ruissellement pour les diriger vers un réseau de collecte ;  drainage des eaux s'écoulant des résurgences du front nord au travers de la verse ;  pente intégratrice de la verse en cours d'exploitation (avec exhaure) : 28° ;  pente intégratrice de la verse en fin d'exploitation (ennoyage de la fosse) : 25° ;  pente des talus de la verse : 33° ;  largeur des banquettes en cours d'exploitation : 5 m ;  largeur des banquettes en fin d'exploitation : 9 m ;  distance de sécurité entre le pied de verse et les fronts d'exploitation : 15 m.  suivi de la pression interstitielle ;  suivi du drainage.  Les autres verses :  pente intégratrice de l'ordre de 25° ;  végétalisation de la surface ;  arrêt des apports de matériaux de découvertes et de stériles d'exploitation  suivi de la stabilité du remblai.  L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des verses de stockage et des berges du Saleys. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques.  Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  A ce jour le sommet de la verse est à la cote – 38 m NGF.</p>

<p>La verse actuelle sera aménagée selon les résultats de la verse d'essai en cours de réalisation et de suivi.</p> <p>Des opérations de reprise des gradins sont ponctuellement réalisées pour les retailer à une hauteur maximale de 15 m, et pour diriger les eaux de ruissellement et de résurgence des fronts vers des réseaux de collecte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Traversée de la RD29**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traversée de la RD29</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la traversée de la RD 29 par des engins de chantiers, ou à tous travaux susceptibles d'engendrer des risques pour la sécurité des usagers de cette voie, l'exploitant sollicitera l'autorité compétente pour l'obtention d'un arrêté de mesure de police temporaire adapté aux règles de sécurité.</p> <p>Une signalisation appropriée sera mise en place et répondra aux prescriptions du code de la route.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation temporaire en date du 14 février 2025, réglementant la circulation des engins de la carrière sur la RD 29.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Plan d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>les clôtures et panneaux de signalisation ;</li> <li>les bornes visées à l'article ;</li> <li>les bords de la fouille ;</li> <li>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>les zones remises en état ;</li> <li>les pistes et voies de circulation ;</li> <li>les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;</li> <li>les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ;</li> <li>les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. ;</li> </ul> <p>la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le plan d'exploitation de décembre 2024.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est rappelé à l'exploitant de transmettre à la DREAL le plan d'exploitation de l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de gestion des déchets d'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la procédure d'échantillonnage adoptée pour la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;</li> <li>la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I susmentionnée, accompagnée des vérifications de conformité décrites en annexe II de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;</li> <li>une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation ;</li> <li>la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets</li> <li>une analyse des solutions, compte tenu des techniques existantes à un coût économiquement acceptable, pour la gestion des déchets (présentation et justification des filières retenues) ;</li> <li>les lieux d'implantations des installations de gestion des déchets ;</li> <li>une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;</li> <li>la description des mesures techniques (choix des modalités de stockage sur la base de calculs de résistance notamment) et des mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux (y compris les effets du lessivage des stockages de déchets lors des crues) et à agir sur leur cinétique ;</li> <li>les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;</li> <li>les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;</li> <li>une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation des gestions des déchets ;</li> <li>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;</li> <li>le bilan hydrique prévu à l'article 24 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;</li> <li>le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture.</li> </ul> <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si les installations de gestion de déchets présentent un risque majeur et doivent à ce titre être classées en catégorie A au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des déchets devra être réactualisé en 2027.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 :** Dispositions applicables aux verses classées dans la catégorie A

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,8,4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions applicables aux verses classées dans la catégorie A

**Prescription contrôlée :**

Les verses désignées : D2, D3, D4, D6 et VN sont considérées comme des installations de catégorie A.

Ces installations doivent répondre aux dispositions du titre III de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.

Politique de prévention des accidents majeurs et système de gestion de la sécurité.

Politique de prévention des accidents majeurs :

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs. La politique de prévention des accidents majeurs comprend les objectifs et les principes d'action généraux de l'exploitant en ce qui concerne la maîtrise des risques d'accidents majeurs.

L'exploitant définit les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans le plan de gestion des déchets. L'exploitant désigne un responsable de la sécurité chargé de la mise en œuvre et du suivi périodique de la politique de prévention des accidents majeurs. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs. L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et annexé au plan de gestion des déchets.

Système de gestion de la sécurité :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe VI de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité, proportionnés aux risques des installations. Il veille à son bon fonctionnement.

L'exploitant présente une synthèse du système de gestion de la sécurité en annexe du plan de gestion des déchets et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans mentionnés au point 6 de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné. Il transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7-3 de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.

Plan d'opération interne :

L'exploitant élabore un plan d'opération interne pour la gestion des situations d'urgence. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est communiqué aux services de secours. Il est testé régulièrement et au minimum une fois par an. Il est annexé au plan de gestion et mis à jour à chaque révision de ce dernier. Il fixe également les conditions de remise en état, de dépollution et de restauration des milieux en cas d'accident majeur.

Le plan de gestion des déchets des installations de catégorie A est établi en cohérence avec, d'une part, la politique de prévention des accidents majeurs et, d'autre part, le système de gestion de la sécurité.

**Constats :**

La politique de prévention des accidents majeurs de la société ETEX a été signée le 16 décembre 2024.

Le Système de Gestion de la Sécurité du site de Carresse-Cassaber a été établi en février 2025.

Un Plan d'Opération Interne a été rédigé en février 2025. Ce document ne prend pas en compte le

<p>risque d'embâcle sur le Saleys par glissement d'une verse à stériles. De plus, ce plan n'a ni été communiqué aux services de secours, ni été testé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de compléter le POI par la prise en compte du risque d'embâcle sur le Saleys par glissement d'une verse à stériles et de finaliser la mise en place de ce document par sa communication aux services de secours et par un exercice annuel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

**N° 21 : Installations de transit de produits minéraux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,1,10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations de transit de produits minéraux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un stockage temporaire de produits minéraux bruts est présent au niveau des installations de traitement du secondaire. Cette station de transit d'une superficie inférieure à 10 000 m<sup>2</sup> accueille : du gypse naturel issu de la carrière ; du gypse naturel haute pureté d'apport ; des déchets de plâtre ; du gypse synthétique (désulfogypse). Le gypse synthétique est stocké sur une surface étanche et équipé de façon à pouvoir collecter et contenir les eaux de ruissellement. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux de ruissellement est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Les dispositions techniques annexées à l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2716, sont applicables pour cette installation de transit de désulfogypse.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant nous signale que :  <ul style="list-style-type: none"> <li>les déchets de plâtre ont été totalement évacués pour être valorisés par le site de St Louis</li> <li>le gypse synthétique est actuellement stocké sous les hangars de l'ancienne usine.</li> </ul> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : Déclaration et rapport**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,5,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration et rapport</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>



<b>Constats :</b> L'exploitant est informé que suite au décret n° 2025-804 du 11 août 2025, la déclaration d'incident ou accident devra se faire par voie dématérialisée à compter du 1er janvier 2026, sur le site Internet <a href="https://entreprendre.service-public.fr">https://entreprendre.service-public.fr</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : Récapitulatif des documents à transmettre – espèces protégées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 2,7,2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récapitulatif des documents à transmettre – espèces protégées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la DREAL/UBD40-64 et à la DREAL/SPN les documents suivants : Article 3.2.8 Date de démarrage des travaux d'ouverture des emprises avant exploitation Article 3.2.8 Les protocoles de suivi détaillés - au plus tard le 30 avril 2024 Article 3.2.8 le compte-rendu des opérations de déplacement des stations de flore protégée - au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi Article 3.2.8 le compte-rendu détaillé des opérations de suivi et le bilan de l'ensemble des mesures mises en œuvre en faveur des espèces protégées - au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi Article 3.2.8 le compte-rendu des opérations de déplacement d'amphibiens qui peuvent être rendues nécessaires par la présence des espèces sur l'emprise et le risque de destruction induit - au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi Article 3.2.8 le récépissé de versement, sur l'espace de dépôt <a href="https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/">https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/</a> , des données brutes de biodiversité acquises postérieurement à la décision administrative à l'occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires - au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis à la DREAL, antenne de Bayonne et au Service Patrimoine Naturel, les différents documents ci-dessus suivant la périodicité fixée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à la DREAL, antenne de Bayonne et au Service Patrimoine Naturel, les différents documents préciser à l'article 2.7.2 selon la périodicité fixée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 24 : Dérogations espèces protégées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Assistance écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> Une assistance écologique est mise en place afin de contribuer efficacement à la réduction des impacts directs et indirects du projet sur le milieu naturel et les espèces. Cette assistance a pour vocation de : veiller à la bonne mise en œuvre des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions du présent arrêté visant la bonne prise en compte des enjeux environnementaux (calendrier des opérations, évitement des zones sensibles, sensibilisation environnementale des employés réalisant les opérations, etc.) ;

<p>s'assurer de la bonne marche des travaux de génie écologique et de la réalisation des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de compensation (balisages, contrôle de leur maintien, des consignes visant à limiter les pollutions, lutte contre les invasives, etc.) ; rédiger des comptes-rendus des réalisations menées dans le cadre des travaux engagés.</p> <p>Le bénéficiaire est tenu de transmettre aux services de la DREAL/SPN tout élément lié au suivi environnemental concernant les enjeux relatifs aux espèces protégées, l'enchaînement des phases d'exploitation, les opérations et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté, ainsi que le nom et la qualité de l'écologue en charge de la coordination environnementale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare faire appel à un écologue du bureau d'études Géoplus Environnement, toutefois aucun suivi environnemental n'est disponible à ce jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre aux services de la DREAL/SPN tout élément lié au suivi environnemental concernant les enjeux relatifs aux espèces protégées, l'enchaînement des phases d'exploitation, les opérations et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté, ainsi que le nom et la qualité de l'écologue en charge de la coordination environnementale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 25 : Mesures d'évitement et de réduction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Veille et lutte contre la dissémination des espèces végétales invasives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les secteurs de présence d'Herbe de la pampa font l'objet d'opérations de lutte visant leur élimination, notamment de décapages des surfaces qui sont recouvertes par cette espèce.</p> <p>Les terres décapées sont traitées et éliminées dans des filières spécialisées selon les recommandations spécifiques aux espèces invasives concernées.</p> <p>Des opérations de végétalisation sont menées au droit de ces secteurs, à partir de végétaux locaux, dans le respect des prescriptions de l'article .</p> <p>L'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite pour l'entretien de la végétation et la lutte contre les espèces invasives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2025, l'exploitant à procéder à une nouvelle campagne d'arrachage et de broyage d'herbe de la Pampa sur une superficie d'environ 1 500 m<sup>2</sup>. Au regard de la superficie du site, ces opérations sont peu visibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'engager un plan de lutte efficace contre la prolifération des espèces végétales exotiques invasives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 26 : Mesures d'évitement et de réduction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Circulation des engins sur site</p>

<b>Prescription contrôlée :</b> Les engins roulent à une vitesse limitée à 20 km/h sur site afin de limiter les risques d'écrasement des espèces présentes sur le secteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir fait brider la vitesse maximale de circulation de ses engins à un maximum de 25 km/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Mesures d'évitement et de réduction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,2,5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Risque de pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures nécessaires à la limitation des risques de pollution du milieu sont mises en place durant toute la phase d'exploitation, notamment par la mise à disposition dans tous les engins de kits anti-pollution ainsi qu'un entretien des engins effectué sur des plateformes étanches, hors des milieux naturels du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir équipé chaque engin circulant dans la carrière, d'un kit anti-pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Suivi des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 3,4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires. Le suivi écologique sera réalisé par un prestataire externe : A partir de la transplantation de pieds de Polypogon de Montpellier : suivi biennal de la reprise du Polypogon de Montpellier dans les zones replantées jusqu'à 5 ans après la fin du réaménagement; A partir de la transplantation de la végétation des habitats d'intérêt communautaire : suivi biennal de la reprise des habitats dans les points d'eau réaménagés jusqu'à 5 ans après la fin du réaménagement; Pendant toute l'exploitation et jusqu'à 5 ans après la fin du réaménagement: suivi biennal des amphibiens (colonisation des points d'eau aménagés) ; Pendant toute l'exploitation puis jusqu'à 5 ans après la fin du réaménagement : Suivi tous les 5 ans de l'évolution des espèces invasives sur le site ; Après réaménagement : Suivi annuel pendant 5 ans de la végétation et de la faune des zones réaménagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'établir le suivi de la mise en œuvre des mesures compensatoires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 29 : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,2,1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
---

**Prescription contrôlée :**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup>, ou un dispositif équivalent validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cet équipement doit disposer d'une aire d'aspiration conformément aux caractéristiques techniques des plate-formes d'aspiration des engins de secours du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie afin de permettre aux services de secours de disposer d'une ressource en eau accessible en cas de feu.

L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de la validation du SDIS 64, de l'aménagement pour la réserve d'eau incendie.

Un extincteur de 6 kg à poudre polyvalente a été placé à l'intérieur du poste de ravitaillement en carburant des engins. Cet équipement est posé au sol.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit demander la validation au SDIS 64, pour l'ensemble des aménagements de la réserve d'eau incendie.

Il est demandé de suspendre l'extincteur de 6 kg à poudre polyvalente sous un pictogramme adapté à proximité immédiate du poste de ravitaillement en carburant des engins.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 2 mois
---------------------------------------

**N° 30 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,3,1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

**Constats :**

L'APAVE a contrôlé des installations électriques en août 2025. Ce rapport présente de nombreuses observations, sans justification d'action corrective.

L'armoire électrique à proximité des pompes de relevage des galeries Schneider n'est pas fermé à clé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL la copie du rapport électrique de l'APAVE relative à la liste des observations, ainsi que le plan d'action qui est mis en place pour lever ces non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 31 : Appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,3,2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses appareils à pression de gaz en service sont exploités conformément aux règles en vigueur
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à la DREAL les justificatifs de contrôle des appareils à pression de gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 32 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4,4,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions et confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En dehors des jours d'activité, les engins sont stationnés sur une aire étanche. Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer sur une aire étanche mobile, avec à disposition à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement. Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures. II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à

<p>1 000 l.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>IV. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les bassins de décantation avant rejet vers le milieu naturel sont munis de dispositifs d'obturation.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article ci-après.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.</p> <p>VI. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ancien local à huiles en face de l'aire de ravitaillement ne dispose pas des éléments nécessaires au stockage de produits polluants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de mettre ce local en conformité avec les dispositions relatives au stockage de produits polluants (rétention pour les fuites, rétention des eaux incendie, affichages, extincteurs ...)</li> <li>• d'évacuer les produits, de nettoyer et éventuellement dépolluer et d'interdire ce type de stockage</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 33 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 5,1,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p>

<p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <p>les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</p> <p>la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;</p> <p>la voie d'accès au site est équipée d'un système d'arrosage automatique ;</p> <p>les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;</p> <p>les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par des bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;</p> <p>Les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a supprimé tout brûlage d'emballage des produits explosifs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 34 : Retombées de poussières dans l'environnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 5,2,3,4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel des retombées atmosphérique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis avant le 31 mars 2025, le bilan annuel de suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce bilan fait apparaître un environnement poussiéreux au niveau de la jauge témoin, ainsi que des valeurs élevées à proximité du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour le bilan de l'année 2025, si l'empoussièrement reste élevé, il est demandé à l'exploitant d'engager une réflexion et des analyses complémentaires de l'impact réel du site sur les retombées de poussières en périphérie du site et au droit des habitations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 35 : Rejets des effluents aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans</p>

tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les séparateurs d'hydrocarbures ont été nettoyés par une société habilitée en décembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant que les séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés cet hiver.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 36 : Rejets des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des paramètres définis à l'article ci-dessus est effectué mensuellement. Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télé-déclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.
<b>Constats :</b> Le contrôle mensuel est fait régulièrement, et les résultats sont saisis dans l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 37 : Rejets des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance hydrobiologique du milieu récepteur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi hydrobiologique de la qualité des eaux réceptrices en vue d'approfondir la connaissance de l'incidence de l'installation sur le milieu récepteur et les usages associés afin d'adapter au mieux si nécessaire les mesures de protection et de prévention permettant d'en limiter l'impact. Il procède sur le milieu récepteur à un suivi hydrobiologique annuel sur 2 points de référence situés dans le Saleys et sur 2 points de référence situés dans le ruisseau Arriou de Dous-Puts: Pour le Saleys : point en amont du point de rejet des installations et en amont de la confluence du ruisseau Arriou de Dous-Puts avec le Saleys (50 m minimum) ; point en aval du dernier point de rejet des installations (100 m maximum). Pour le ruisseau Arriou de Dous-Puts: point en amont de la verse D2 ; point en amont de la confluence du Saleys. Ce suivi biologique est réalisé annuellement lors de la période d'étiage entre les mois d'août et octobre. Il porte sur un suivi IBD (indice biologique diatomées) selon la norme NF T90-354 d'avril 2016. Les résultats des analyses sont communiqués au format SANDRE et papier après chaque prélèvement à l'inspection des installations classées dans le délai de 1 mois suivant la date du résultat des analyses.
<b>Constats :</b>



L'exploitant signale avoir fait réaliser le suivi biologique des 2 cours d'eau, mais les résultats n'ont pas été transmis à la DREAL.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses au format SANDRE et papier après chaque prélèvement à l'inspection des installations classées dans le délai de 1 mois suivant la date du résultat des analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 38 : Rejets des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 6,2,10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission et analyse des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires. En tant que de besoin, l'exploitant accompagne ce bilan d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, de la démarche de restauration de la qualité écologique du Saleys, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements ainsi que les seuils de rejets.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à la DREAL chaque année, un tableau récapitulatif du suivi des analyses chimiques des différents points de rejet d'eau, accompagné d'une note lors de chaque dépassement de VLE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'établir un bilan annuel permettant une communication éventuelle vers le public, faisant ressortir l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 39 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 7,2,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant prévoit une campagne de mesures de bruits pour 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 40 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 7,3,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées. En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les résultats du suivi 2024-2025 ne font pas apparaître de résultat supérieur à 5 mm/s sur les constructions voisines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite